



Commission économique pour
l'Afrique



Union africaine

CINQUIÈME FORUM POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE *Jeunesse et leadership au XXI^e siècle*

16-18 novembre 2006
Centre de conférence des Nations Unies
Addis-Abeba

LES JEUNES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Document thématique

En partenariat avec:

PNUD
UNICEF
OIT
FNUAP
Banque africaine de développement (BAD)
Organisation internationale de la Francophonie

Résumé

Le leadership dont peut faire preuve la jeunesse et de développement économique du continent est un phénomène multidimensionnel reposant sur les deux principes:

1. Les défis économiques auxquels fait face la jeunesse africaine exigent que les gouvernements et leurs partenaires internationaux fassent preuve de leadership et de responsabilité;
2. En tant que dirigeants, les jeunes eux-mêmes peuvent jouer un rôle important dans la promotion du développement économique.

Le présent document a pour objectif de présenter ces aspects du leadership en explorant sept enjeux de développement économique qui sont cruciaux pour le bien-être de la jeunesse en Afrique: éducation et formation; emploi et migrations; entrepreneuriat; accès à la technologie de l'information et des communications; santé et VIH/sida; environnement et moyens de subsistance durables; enfin participation au processus décisionnel économique. Il passe en revue, en particulier, les interventions des gouvernements, le soutien apporté par les partenaires internationaux et le rôle d'impulsion joué par la jeunesse elle-même face à ces problèmes.

Le principal message est clair: s'il est vrai que les gouvernements africains mettent de plus en plus les problèmes de la jeunesse au cœur du programme de développement, il n'en reste pas moins beaucoup à faire. Les gouvernements et leurs partenaires internationaux devraient s'engager à associer les jeunes à tous les aspects de leurs programmes et initiatives axés sur la jeunesse et le développement économique. La jeunesse a maintes fois démontré sa volonté et son aptitude à contribuer au processus de développement, depuis l'identification des problèmes jusqu'à la mise en œuvre et au suivi. Cependant, pour tirer pleinement parti de cette contribution, il faut renforcer la participation de la jeunesse à des programmes tels que le NEPAD, les OMD et les SRP.

En tant que citoyens motivés et inspirés, les jeunes sont des vecteurs du changement et ont la possibilité de jouer un rôle moteur dans la résolution des problèmes liés au développement de l'Afrique non seulement pour eux-mêmes, mais également pour leurs familles et la société dans son ensemble.

Problème n° 1 – Éducation et formation professionnelle pour la jeunesse africaine

Les jeunes africains ont besoin d'accès à la fois à l'éducation formelle et à des possibilités de formation professionnelle pour pouvoir participer activement à toutes les activités d'une société à forte intensité de savoir aujourd'hui, en tant que jeunes citoyens mais demain en tant que dirigeants du continent. Malheureusement, la jeunesse africaine a difficilement accès à une éducation qui lui permet d'acquérir des connaissances et aptitudes nécessaires. Aussi, le passage de la formation à la vie active représente-t-il un grand défi à relever par les jeunes africains, qui se retrouvent sans emplois ou sous-employés dans le secteur informel, avec une protection précaire et sans perspectives d'avenir.

Les Gouvernements et les partenaires internationaux ont conjugué leurs efforts au cours des dernières années pour améliorer cette situation. C'est ainsi que, pour réaliser l'objectif de l'éducation primaire universelle, la plupart des pays africains ont consacré beaucoup d'efforts et de ressources à l'accroissement des taux de scolarisation au niveau primaire.

La suppression des frais de scolarité au niveau primaire a été un élément moteur pour la réalisation de cet objectif. Au Malawi par exemple, la gratuité de l'éducation primaire a permis d'améliorer considérablement le taux d'alphabétisation des jeunes, qui est passé de 63% en 1990 à 76% en 2004.

Plusieurs défis majeurs demeurent

Bien que le taux de scolarisation ait augmenté, la qualité de l'éducation dans la plupart des pays africains paraît être en régression. L'insuffisance des infrastructures et des moyens de formation, la médiocrité et l'inadaptation des programmes, ainsi que le manque de formation et de motivation des enseignants figurent parmi les principales raisons qui expliquent cette régression.

Bien que l'éducation primaire soit une première étape nécessaire et qu'elle représente l'exercice d'un droit, il est également évident qu'elle ne permet pas à un jeune africain d'acquérir les connaissances nécessaires pour briguer un emploi dans un marché du travail de plus en plus concurrentiel. En outre, il faut, au plan national, un certain nombre de diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur pour pouvoir accélérer le développement économique.

Dans la plupart des pays africains, les écoles secondaires ont une capacité limitée, essentiellement en raison de l'insuffisance de ressources budgétaires allouées à ce secteur. Par conséquent, les chances d'un jeune africain d'accéder à l'enseignement secondaire, sans parler de l'université, sont compromises. Pour faire face à cette situation, les gouvernements africains et leurs partenaires internationaux devraient adopter une approche globale de l'éducation, en ne se concentrant plus seulement sur l'enseignement primaire.

Dans ce contexte, les filles et les jeunes femmes africaines méritent une attention particulière. En général et dans la plupart des pays africains, les inégalités entre les sexes continuent d'empêcher les filles d'acquérir une éducation décente et des aptitudes à l'emploi, et de jouer leur rôle d'agents de développement et de dirigeants de demain.

Heureusement, la situation s'est considérablement améliorée au cours des dernières années dans certains pays africains. Un certain nombre d'entre eux, à savoir le Botswana, le Lesotho, Maurice, la Namibie, le Rwanda, le Swaziland et le Zimbabwe, sont en voie de réaliser l'objectif d'éradication des inégalités entre les sexes dans l'éducation primaire¹. D'autres pays ont pris des mesures pour réduire les inégalités entre les sexes en matière d'accès à l'éducation: un exemple palpable est la distribution gratuite d'uniformes et de livres aux jeunes filles au Kenya.

Il existe également des disparités considérables entre les régions d'un même pays en matière d'éducation et de résultats scolaires. À cet égard, la répartition inéquitable des infrastructures scolaires dans la plupart des pays africains est une conséquence du peu d'empressement mis par les

¹ Voir CEA (2005a)

gouvernements à s'attaquer à ce problème. La plupart des écoles secondaires et des établissements universitaires en Afrique se trouvent dans les villes, d'où les difficultés éprouvées par les élèves des zones rurales à y accéder. Cette situation contribue à la tendance persistante à favoriser les villes, problème qui a tant nui au développement de l'Afrique.

Acquérir des connaissances appropriées

Les difficultés liées au passage de la formation à la vie active pourraient être réduites, si la formation des jeunes correspondait à la demande des employeurs. L'une des solutions serait d'élaborer les programmes scolaires en fonction des besoins changeants du marché du travail ou à défaut, d'associer l'éducation formelle à une formation orientée vers l'emploi, comme l'a décidé l'Égypte.

Il faut en outre différents types de formation pour améliorer les compétences des jeunes africains, une fois qu'ils ont quitté l'éducation formelle. À cet égard, les gouvernements africains pourraient assurer une formation financée par l'État ou accorder une aide financière au secteur privé pour la prestation de tels services, qui seraient axés soit sur la formation générale soit sur une formation professionnelle plus pointue.

L'Apprentissage a été introduit dans bon nombre de pays africains comme stratégie permettant de résoudre les problèmes liés à la formation et à l'employabilité des jeunes qui sortent de l'école (voir encadré 1).

Encadré 1 – Programme national d'apprentissage public au Nigéria

En 1987, le Gouvernement du River State au Nigéria a procédé au lancement d'un programme novateur intitulé «Open Apprenticeship Scheme (NOAS)», qui vise à lier la formation à l'emploi. Il s'agit d'un programme d'éducation et de formation professionnelle pour les jeunes au chômage, qui repose sur des ateliers, des formateurs issus des industries privées et des institutions gouvernementales, des contrats de sous-traitance, des artisans et des professionnels du secteur informel. Dans le cadre de ce programme, les jeunes sans emploi et ceux qui quittent l'école reçoivent une formation d'une durée de 6 à 36 mois sous la direction d'artisans qualifiés. Ils apprennent également la gestion et l'administration. Ce programme a permis de former plus de 600.000 jeunes sans emploi dans plus de 80 domaines, parmi lesquels les deux tiers environ ont créé leur propre microentreprise. Un programme de formation mobile intitulé «School-On-Wheels programme», lancé en 1990, a permis de donner une formation professionnelle à plus de 21 000 jeunes ayant quitté l'école ainsi qu'à d'autres personnes non qualifiées venant des zones rurales. Ce programme s'étend sur une période de trois mois, au bout desquels les diplômés sont intégrés dans le NOAS. Il a été lancé un programme connexe intitulé «Waste-to-Wealth Scheme», qui permet à des jeunes de recevoir une formation dans les techniques de transformation des déchets en objets utiles. Au total, 8000 personnes ont reçu une formation dans le cadre de ce programme.

Source: CEA (2002)

Le secteur privé et les organisations à but non lucratif ont également un rôle à jouer dans l'éducation formelle

En dehors de la formation, le secteur privé et les organisations à but non lucratif ont également un rôle à jouer dans l'éducation formelle à tous les niveaux. À titre d'exemple, les organisations religieuses sont activement impliquées dans le secteur éducatif en Afrique, même au niveau supérieur.

Étant donné que les gouvernements ne disposent que de ressources financières limitées, les dirigeants africains devraient envisager le recours aux partenariats public-privé (PPP), afin de pallier les insuffisances du secteur éducatif. Les PPP peuvent également renforcer les liens entre l'éducation formelle et le secteur privé, ce qui garantirait des programmes scolaires adaptés à la demande et de nature à donner aux diplômés une formation en rapport avec les besoins des employeurs.

Formation entre jeunes – enseignement mutuel

Des jeunes motivés et bien formés peuvent eux-mêmes jouer un rôle important à travers les initiatives d'enseignement mutuel. Les jeunes peuvent se regrouper de manière organisée ou de façon informelle pour échanger des informations et des connaissances sur les questions telles que la santé et le bien-être. L'enseignement mutuel peut se faire en petits groupes ou à travers des contacts individuels, et peut avoir lieu dans les écoles, universités, clubs, églises, lieux de travail, dans la rue ou sous un abri.

En Afrique, l'enseignement mutuel a eu des effets positifs en matière de sensibilisation aux VIH/sida et de développement de connaissances pratiques parmi les jeunes vulnérables.

Initiatives des partenaires de développement

Les partenaires de développement ont également joué un rôle majeur dans la promotion de l'éducation et de la formation en Afrique, ainsi que des initiatives relatives à l'amélioration de l'accès à l'éducation et des résultats scolaires à travers le continent.

Un projet novateur mis au point par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), en collaboration avec le Bureau canadien pour l'éducation internationale, a pour objectif de dispenser un enseignement et une formation professionnelle à des participants venant de plusieurs pays africains. Connu sous l'appellation «Prix de l'éducation et de la formation des jeunes de l'ACDI- Afrique», le projet met l'accent sur les jeunes qui sont déjà impliqués dans les organisations non gouvernementales et les groupes communautaires. L'enseignement et la formation dispensés aux lauréats des prix comprennent des formations et des programmes d'enseignement de courte durée. Avoir ces programmes dans le pays permet également de juguler l'exode, des compétences, problème examinée au prochain chapitre.

Questions à débattre:

1. Comment les jeunes peuvent-ils bénéficier d'un enseignement et d'une formation appropriés en vue de devenir des dirigeants efficaces?
2. Comment les gouvernements peuvent-ils résoudre le problème de l'enseignement et de la formation dispensés en dehors du cadre scolaire?
3. Comment les jeunes eux-mêmes peuvent-ils contribuer à l'expansion des connaissances et des aptitudes de leurs pairs?
4. De quelle manière les partenaires internationaux, les gouvernements et les jeunes peuvent-ils collaborer dans ce domaine?

Problème n° 2 – l'emploi des jeunes et les défis du phénomène de migration

L'emploi est non seulement une source de revenu, mais aussi un gage de dignité et d'estime de soi. Pour jouer un rôle moteur dans leurs familles et dans la communauté, les jeunes africains ont besoin d'emplois décents.

Cependant, les jeunes sont confrontés à des difficultés sur les marchés de l'emploi en Afrique: à cause d'un niveau d'éducation, de connaissances et de possibilités limités, la plupart des jeunes africains sont confrontés aux problèmes de l'emploi mal rémunéré, du chômage et du sous-emploi. La croissance démographique fait que le nombre de demandeurs d'emploi augmente chaque année, ce qui aggrave la situation.

Les jeunes femmes africaines sont également confrontées à certaines difficultés dans le marché de l'emploi, liées dans la plupart des cas aux attitudes culturelles à leur égard.

L'expansion des possibilités d'emploi est bien plus lente que la croissance de la population des jeunes, à cause de l'absence de technologies adaptées et du manque d'investissements. À titre d'exemple, la dépendance persistante de l'Afrique à l'égard d'une agriculture pluviale cause beaucoup de chômage parmi les jeunes ruraux durant une grande partie de l'année. N'ayant guère accès à la terre, ces jeunes n'ont pas de possibilités en matière de formation, et dans les domaines économique et culturel. C'est pourquoi, les jeunes décident de s'installer dans les villes dans l'espoir d'augmenter leurs chances de trouver un emploi, et d'avoir de meilleures conditions de vie, causant ainsi un mouvement massif vers la ville. Malheureusement, une fois arrivés en villes, les jeunes perdent l'espoir de trouver un emploi décent et se livrent à des activités dangereuses qui ont des conséquences tragiques. Les observateurs internationaux notent que moins du tiers des milliers de jeunes africains qui cherchent à entrer en Europe à travers le désert du Sahara réalisent leur rêve.

Un autre problème est lié à l'aggravation de la pauvreté, de la criminalité, de la prostitution et de la toxicomanie parmi les jeunes, ainsi que leur implication dans les conflits armés – conséquence directe du manque d'emplois décents². Ce problème est d'autant plus préoccupant qu'il a de graves conséquences non seulement sur la vie des jeunes, mais aussi sur la société tout entière.

Relever les défis de l'emploi des jeunes

Pendant plusieurs décennies, les gouvernements et leurs partenaires internationaux ont mis l'accent sur la stabilité macroéconomique et les programmes d'ajustement structurel comme moyens de promouvoir la croissance économique et, partant, de créer des emplois. Cette approche était fondée sur la conviction que ces mesures suffiraient à favoriser la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, pour les jeunes comme pour les adultes.

Aujourd'hui, les gouvernements et leurs partenaires du développement s'accordent à reconnaître qu'il faut des mesures spécifiques pour lever les obstacles à la création d'emplois pour la jeunesse africaine.

Une mesure qui s'avère relativement efficace est le programme de travaux publics, qui a été mis en œuvre dans un certain nombre de pays africains et qui a permis de créer des emplois pour les jeunes non qualifiés (voir encadré 2).

Encadré 2 – Programmes de travaux publics au Sénégal

Avec l'assistance de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, le gouvernement sénégalais a élaboré en 1989 un programme de travaux publics d'une valeur de 33 millions de dollars EU ciblant le nombre croissant de jeunes chômeurs. Les principaux objectifs du programme, qui était géré par l'Agence pour l'exécution de travaux d'intérêt public contre le sous-emploi (AGETIP), étaient de fournir des emplois à court terme à ces jeunes gens grâce à des projets de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre dans des secteurs comme la construction, l'assainissement et l'entretien des infrastructures publiques, et la prestation de services de base. Le travail a été confié en sous-traitance à des petites et moyennes entreprises.

Au cours de la première phase du programme, environ 80.000 emplois ont été créés pour les jeunes dans 416 projets de petites entreprises. Dans l'ensemble, AGETIP a mis en œuvre 3 226 projets qui ont abouti à la création de 350 000 emplois temporaires par an. De plus, les projets ont également conduit à la création de 6 000 emplois permanents, un résultat que l'on n'attribue pas très souvent à un programme des travaux publics.

Source: Sarr (2000)

Le Bureau international du travail (BIT) intervient dans un certain nombre de projets visant à créer des emplois pour les jeunes, dans le cadre de son Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO). Le Programme HIMO porte sur des projets du genre «travaux publics» dans le domaine des infrastructures qui ont été mis en œuvre dans plus de 20 pays africains.

² Observations faites par un représentant du Rwanda à la 93^e Conférence internationale du travail

Dans le cadre de cette initiative et avec l'assistance des donateurs, plusieurs projets de construction et d'entretien de routes, à forte intensité de main-d'œuvre ont été soutenus sur le continent.

Confrontés à une situation difficile sur le marché de l'emploi, beaucoup de jeunes cessent de chercher activement du travail. Une enquête menée en Afrique du Sud en 2000 a révélé à titre d'exemple, que 39 pour cent des jeunes sans emploi avaient arrêté de chercher du travail³. Le gouvernement pourrait fournir ou financer une aide à la recherche d'emploi par des activités telles que la rédaction de demandes d'emploi et de curriculum vitae et la préparation des interviews, afin d'encourager les marchés à réembaucher les jeunes.

Plusieurs initiatives mondiales ont été lancées pour intensifier les efforts de lutte contre le chômage et le sous-emploi des jeunes. Par exemple, les Nations Unies, en collaboration avec l'OIT et la Banque mondiale, ont mis sur pied un Réseau pour l'emploi des jeunes en 2001, à l'appui de l'engagement international de « formuler et appliquer des stratégies qui donnent aux jeunes partout dans le monde une chance réelle de trouver un travail décent et utile », indique dans la Déclaration du Millénaire faite en 2000.

En dehors des programmes nationaux et régionaux, les jeunes continuent de démontrer qu'ils peuvent faire face à la situation qu'ils rencontrent sur le marché de l'emploi. Une de leurs réponses est l'esprit d'entreprise, examiné dans la prochaine section.

Promouvoir les avantages de la migration et en atténuer les coûts

S'il est tout à fait rationnel pour un jeune recherchant un emploi et des meilleures conditions de vie dans une zone urbaine, très souvent, le résultat final est la pauvreté et l'exploitation. Afin de remédier à cette situation, les gouvernements cherchent actuellement à créer des emplois dans les zones rurales, même si les initiatives prises demandent à être intensifiées et élargies.

Parallèlement, peu d'efforts ont été faits en Afrique pour réduire l'émigration ou promouvoir le retour des émigrés. Face à cette situation, l'Union africaine a élaboré "un Cadre stratégique de politique migratoire" dont l'objectif est de déterminer les causes internes et externes du phénomène de migration et ses problèmes.

Le OIT, en collaboration avec la Commission européenne a également élaboré un projet intitulé «*La migration de main-d'œuvre pour l'intégration et le développement dans l'Euromed, l'Afrique orientale et occidentale*» Ce projet a permis de mieux informer les différentes parties prenantes sur les divers aspects de la migration de la main-d'œuvre, de promouvoir la compréhension de ses causes et de ses conséquences, et collecter des données et des informations nécessaires pour l'élaboration de cadres stratégiques détaillés et de mesures relatives à la gestion de la migration de la main-d'œuvre.

³ Voir Kanyenze et al. (2000), du Toit (2003)

Questions à débattre:

1. Comment les jeunes peuvent-ils être soutenus pour gérer la transition de l'école à l'emploi? Et de l'emploi informel à l'emploi sur le marché primaire ?
2. De quelle manière les pays africains pourraient-ils mieux intégrer les politiques de d'emploi des jeunes dans les stratégies nationales de création d'emplois et, surtout, dans l'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) ?
3. En dehors de la promotion de l'emploi permettant de donner espoir aux jeunes dans leurs communautés, quelle serait la meilleure manière d'aborder les tragédies de la migration des jeunes Africains vers l'Europe ?
4. Pourquoi les pays africains ont-ils traîné le pas pour faire partie du Réseau pour l'emploi des jeunes, et que faut-il faire pour accélérer la mise en œuvre des objectifs Réseau ?

Problème n° 3 – Jeunes et esprit d'entreprise

En associant correctement la motivation, les idées et les opportunités, les jeunes sont plus que capables de mettre sur pied des affaires productives et créatives. En faisant preuve d'esprit d'entreprise les jeunes ne sont plus des « demandeurs d'emploi » mais des « créateurs d'emploi » et ne sont plus socialement dépendants mais autosuffisants. Plusieurs jeunes travaillant à leur compte contribuent aussi à faire vivre leurs familles et quelques fois jouent le rôle de chef de famille en l'absence des parents.

Malgré ces avantages potentiels, la majorité des jeunes continuent à se tourner vers l'État pour trouver un emploi au lieu de créer leur propre entreprise et des emplois pour d'autres. Cette réticence des jeunes à se lancer dans la création d'entreprises a été attribuée à différents facteurs: les attitudes socioculturelles envers l'esprit d'entreprise des jeunes, le manque de formation à l'entrepreneuriat dans les programmes scolaires, des informations incomplètes sur les marchés, l'absence d'appui commercial et d'infrastructures physiques, les conditions de la réglementation et, par dessus tout, l'accès limité au financement.

Dans le cadre d'un dialogue mondial sur la jeunesse tenu en 2004⁴, les jeunes ont estimé que leur participation à la création de petites entreprises était un moteur important pour le développement national. Ils n'ont pas hésité à citer le manque de ressources financières comme un obstacle majeur à l'entrepreneuriat des jeunes et au développement d'entreprises. Du fait de l'absence de collatéraux et d'un manque d'expérience en affaires, les jeunes sont considérés comme un risque très élevé par les créanciers éventuels. Le nombre limité d'institutions de microfinancement spécialement conçues pour les jeunes dans le monde des affaires continue à empêcher le développement de l'esprit d'entreprise à leur niveau.

⁴ Une vidéo-conférence sur les stratégies et les programmes de réduction de la pauvreté vus du point de vue des jeunes, organisée à l'intention des jeunes et des représentants d'organisations de jeunes en Amérique latine et coordonnée par l'Institut de la Banque mondiale.

Si on compare les deux sexes, très peu de jeunes femmes en Afrique cherchent à créer et à gérer leurs propres entreprises. Par exemple, en Zambie, seules 5% des femmes âgées de 15 à 19 ans sont propriétaires de l'entreprise qu'elles gèrent contre 15% chez les garçons. Et, alors que 25% des jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans gèrent des entreprises en Zambie, près de 40% des jeunes hommes de cet âge travaillent à leur compte.

Des banques «Grameen» pour les jeunes Africains

Pour améliorer l'accès au crédit dans le marché officiel, plusieurs gouvernements africains et quelques organisations privées (à but lucratif et non lucratif) ont créé des fonds et des institutions de microcrédit pour fournir un financement aux jeunes. Par exemple, le Gouvernement zambien a créé un fonds pour l'émancipation des jeunes, le Youth Empowerment Fund, qui représente 40 milliards de kwacha pour fournir un capital-risque aux jeunes ayant un projet d'entreprise viable. Toutefois, davantage de mécanismes publics et privés sont nécessaires pour accroître les opportunités offertes aux jeunes.

Combiner formation et financement est encore plus efficace

Fournir seulement un capital aux jeunes entrepreneurs potentiels n'est qu'une solution partielle. Des études ont montré que la méthode la plus efficace consiste à fournir un capital avec une formation aux compétences de création et de gestion d'une entreprise.

En Afrique du Sud, par exemple, le fonds Umsobomvu Youth Fund (UYF), une institution de financement du développement créée par les pouvoirs publics pour le développement des compétences et la création d'emplois pour les jeunes, a mis au point plusieurs initiatives comme des microcrédits pour les jeunes entrepreneurs, la création d'un fonds de capital-risque garanti par une banque classique tandis que le fonds fournit des garanties et la mise en place d'un programme de bordereaux pour l'accès à des services de promotion des entreprises.

Les institutions privées, en particulier les organisations à but non lucratif, jouent également un rôle important dans la formation et le financement des jeunes entrepreneurs. On peut citer, par exemple, le concours de plans d'activités «Believe, Begin, Become» («Croire, Commencer et Devenir») organisé par TechnoServe et appuyé par la Fondation Google, qui existe actuellement au Ghana et au Swaziland. Depuis 2002, le concours de TechnoServe a contribué au lancement ou à l'expansion de 165 petites et moyennes entreprises, qui ont généré 8,2 milliards de dollars de recettes et créé plus de 1 000 emplois.

Au niveau international, le Réseau pour l'emploi des jeunes et l'Initiative du Commonwealth visant à faciliter l'accès des jeunes au crédit, par exemple, ont contribué à la promotion de l'esprit d'entreprise des jeunes dans plusieurs pays africains. Les partenariats entre de telles institutions internationales et le secteur privé ont abouti à la création et au développement de jeunes entreprises, comme l'exemple décrit à l'encadré 3 ci-dessous.

Encadré 3 : Childnet Publishing

Nana Sarpong a créé une société de développement de logiciels interactifs à Cape Coast (Ghana) en 2002. Ayant récemment obtenu son diplôme d'informatique de l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah, il a mis au point un progiciel interactif éducatif intitulé « Les cours d'informatique de l'écureuil » à l'intention des jeunes enfants scolarisés. Nana, qui n'a pas les moyens d'avoir des employés, a pu compter sur l'aide d'une de ses sœurs et sur l'ordinateur fourni par un parent au Canada pour élaborer et développer le logiciel. En 2004, Childnet Publishing, la société de Nana, a gagné le concours de plans d'entreprise « World Market Place » organisé par la Banque mondiale en partenariat avec deux autres entreprises privées, Infodev et Busy Internet. Comme prix, Nana a reçu 10 000 euros et a été intégré dans un programme de pépinière d'entreprises avec d'autres finalistes. Il a été formé à la promotion des entreprises, à la gestion financière et à la comptabilité, ainsi qu'à d'autres aptitudes de gestion. Childnet compte désormais cinq employés permanents et Nana collabore avec plus de 20 agents de marketing.

Les jeunes africains peuvent également bénéficier de l'expérience de chefs d'entreprise bien établis. Grâce à des systèmes de parrainage, de stages et de formation, les jeunes peuvent avoir une première expérience de la constitution et de la gestion d'une entreprise et, plus important encore, apprendre comment éviter les écueils potentiels du monde des affaires. Les gouvernements doivent encourager le secteur privé à assumer ce rôle.

Comme d'autres aspects du développement économique abordés dans le présent rapport, les initiatives relatives à l'entrepreneuriat des jeunes pèchent principalement par l'insuffisance de la participation des jeunes au niveau de la conception et de la mise en œuvre. Ce problème est examiné dans le chapitre de conclusion.

Questions à examiner:

1. Comment les pays africains peuvent-ils utiliser l'entrepreneuriat comme moyen de faire jouer aux jeunes un rôle de premier plan?
2. De leur point de vue, quels sont les meilleurs moyens d'encourager les jeunes sortis du système scolaire à exercer un travail indépendant?
3. Comment les partenaires internationaux, les gouvernements et les jeunes peuvent-ils collaborer à la mise en œuvre des politiques d'entrepreneuriat en Afrique?

Problème n° 4 – Les jeunes et les TIC – Un moyen puissant de faire jouer aux jeunes un rôle de premier plan

La révolution informatique a radicalement changé le monde dans lequel nous vivons. Les jeunes, en particulier, ont démontré qu'ils pouvaient développer, adopter et diffuser ces technologies et leur rôle de premier plan dans ce domaine est bien manifesté dans les pays industrialisés et en développement. En effet, il est courant de voir des jeunes former des adultes aux TIC.

Les TIC sont des activités intersectorielles

L'adoption des TIC permet à la fois de promouvoir les jeunes, de leur faire jouer un rôle de premier plan dans le secteur des TIC et de les encourager à prendre plus d'initiatives. En raison de leurs incidences intersectorielles, les TIC peuvent contribuer à faire participer les jeunes aux activités économiques, sociales et politiques. Par exemple les nouvelles technologies peuvent servir à renforcer l'accès à une éducation de qualité des jeunes africains. En mettant en place les infrastructures nécessaires, les technologies telles que l'enseignement en ligne permettent de relever le niveau de l'enseignement loin dans les zones rurales isolées.

En outre, dans une économie mondiale caractérisée par le haut degré de technicité, les jeunes africains ont de plus en plus besoin de voir un certain nombre de connaissances en informatique pour trouver un emploi décent. Donner aux jeunes ces connaissances peut également avoir un effet catalyseur sur l'innovation et l'entrepreneuriat, et contribuer au développement économique.

L'entrepreneuriat dans les TIC est visible dans les rues de toutes les villes africaines, dans les kiosques ou les jeunes fournissent des services tels que des appels téléphoniques à l'aide de portables, vendent des cartes téléphoniques de recharge et assurent des réparations. Le nombre de cabines téléphoniques dans des pays comme le Sénégal et la multiplication de cybercafés à travers le continent sont également de sources d'emplois pour les jeunes.

En dehors de ces petites activités informelles, les jeunes peuvent en créer d'autres, notamment: production/revente de matériel, de logiciels et de produits de télécommunications; saisie de données; de services commerciaux informatiques; logiciels adaptés aux besoins du client; téléenseignement; formation à l'informatique; consultation; fourniture de contenus; communications (courrier électronique/internet/téléphonie mobile); traitement des données (systèmes informatiques des petites entreprises) et les systèmes de fabrication fondés sur les TIC.

Les jeunes africains se servent également des TIC pour développer des entreprises à caractère social (Voir Encadré 4).

Encadré 4 – “Mobile for Good (M4G) au Kenya

M4G est un projet social conçu pour utiliser la technologie mobile afin d'améliorer la vie de la population au Kenya, la majorité étant des jeunes. Il a pour objectif d'envoyer des messages essentiels sur la santé, l'emploi et la communauté via les textes messages des téléphones mobiles pour informer et donner une autonomie accrue aux personnes désavantagées. Le projet pilote qui a débuté en septembre 2003 au Kibera, un établissement informel situé à la périphérie de Nairobi, s'est développé avec succès pour devenir une petite entreprise durable, gérée par les Kenyans et appartenant aux Kenyans. Le projet cherche à rendre plus indépendantes les personnes marginalisées en fournissant les services d'information par le biais des textes messages aux communautés désavantagées. Les services qui ont été développés sont notamment : Kazi 560, un service d'information sur l'emploi dans le secteur informel, Health Tips, qui donne chaque jour des conseils aux abonnés sur le cancer de sein, le VIH/sida et le diabète, ainsi qu'un Community News Service (Service d'information communautaire) qui fournit chaque jour gratuitement, via les textes messages, des nouvelles locales à ceux qui vivent dans des établissements informels au

Kenya. Community News Service s'adresse à plus de 5 000 personnes au Kibera. L'information est collectée par un groupe de 11 jeunes, tous résidant dans la communauté. L'information est variée et peut concerner aussi bien les manifestations à venir, la santé, les offres d'emploi. Toutes les informations sont destinées à promouvoir le développement socioéconomique dans les communautés et à fournir des moyens d'accéder à l'information, autrement coûteuse ou indisponible. Le succès du projet M4G a dépassé les espérances. Le projet a atteint ses objectifs de souscriptions bien avant la date prévue, le nombre d'abonnés dépassant actuellement les 30 000. Des centaines de personnes ont trouvé un emploi grâce au service de l'emploi Kazi 560.

Source: uk.oneworld.net/section/mobile

Les TIC facilitent également la participation aux débats civiques en offrant aux jeunes la possibilité de s'exprimer sur toute une gamme de sujets. Des forums électroniques impliquant la jeunesse africaine ont été lancés avec succès par des organismes internationaux comme l'Organisation des Nations Unies. De telles initiatives permettent non seulement aux jeunes d'échanger et d'approfondir des idées, mais aussi d'informer les décideurs et les professionnels.

Mais l'utilisation des TIC est toujours limitée

Malgré leurs avantages, les TIC sont assez peu utilisées dans la plupart des pays. Par exemple, à peine 1 habitant sur 100 utilise les ordinateurs – ce qui signifie qu'une infime proportion des jeunes africains ont accès à l'Internet. De plus, à cause des écarts de revenus et de l'accès limité aux infrastructures, la fracture numérique sur le continent ne se fait pas seulement sentir à travers les frontières nationales, mais aussi à l'intérieur des pays.

Heureusement, la baisse des prix et les récentes évolutions, en particulier dans la téléphonie mobile, a permis d'élargir l'accès aux TIC sur le continent, surtout parmi les jeunes. Cependant, les gouvernements et les partenaires au développement ont encore beaucoup à faire pour éliminer les disparités dans l'adoption des TIC.

Lors d'un récent débat en ligne, les jeunes ont recensé un certain nombre de projets sur lesquels les gouvernements devraient se concentrer: une politique des TIC en faveur des pauvres, la promotion des investissements dans les TIC en milieu rural et les partenariats public-privé, un soutien financier et stratégique aux entreprises dirigées par les jeunes et faisant appel aux TIC, des conseils aux jeunes sur les possibilités de carrière dans les TIC et dans divers domaines de spécialisation, la promotion d'infrastructures des TIC abordables en milieu rural et des programmes locaux, le développement des télécentres communautaires polyvalents pour les zones rurales et la diffusion de bonnes pratiques.⁵

Une des façons de renforcer les capacités et le travail en réseau entre institutions publiques (gouvernements et universités) et le secteur privé est de soutenir les parcs technologiques et les pépinières commerciales dans le secteur des TIC, en particulier pour développer les entreprises TIC dirigées par les jeunes. L'Égypte, le Ghana, le Maroc, le Nigéria, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tunisie sont les pionniers dans la promotion des entreprises TIC dirigées par les jeunes, grâce à de telles initiatives.

⁵ Débat en ligne conduit par les jeunes Africains et la Société de l'Information dans le cadre de la préparation pour ADF V.

Les partenaires internationaux jouent également un rôle important dans la promotion des technologies de l'information et de la communication en vue du développement, connu sous le nom d'ICT4D. À titre d'exemple, le Réseau des jeunes africains et des technologies de la communication pour le développement (ICT4D) - AYIN- (www.ayinetwork.org) a été créé en 2005, comme plateforme panafricaine pour que les jeunes puissent contribuer au programme de la société de l'information en Afrique. Il a pour objectif une génération de jeunes africains en réseau, se donnant les moyens de se renforcer et de contribuer à une participation active du continent à la Société de l'information. Le réseau a commencé à mettre en oeuvre son Plan d'action avec l'élaboration de stratégies pouvant promouvoir la participation des jeunes dans les politiques de développement du continent.

Questions à débattre:

1. Comment les jeunes participent-ils à la Société de l'information? Comment les TIC permettent-elles aux jeunes de devenir des dirigeants?
2. De quelles manières l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat peuvent-ils être renforcés par la vulgarisation des TIC?
3. Comment les TIC ont-elles permis de promouvoir l'éducation des jeunes sur le continent? Quelles leçons pouvons-nous tirer des programmes et politiques existants?

Comment les gouvernements, les partenaires internationaux et les jeunes peuvent-ils collaborer en vue de promouvoir les initiatives TIC impulsées par les jeunes en Afrique?

Problèmes 5 – Améliorer le secteur de la santé et lutter contre le VIH/sida avec les jeunes assurant un rôle de dirigeant

La capacité des jeunes africains de contribuer au développement économique et de devenir des dirigeants dans tous les domaines de la vie dépend de leurs conditions de santé. Cependant, aujourd'hui en Afrique, les jeunes personnes sont exposées à des maladies débilitantes et à des problèmes de santé comme le paludisme, la tuberculose, les maladies transmises par l'eau, les complications maternelles et surtout le VIH/sida.

Les conséquences du VIH/sida pour le développement

La pandémie du VIH/sida, spécialement en Afrique australe, pose le plus grand défi de notre temps dans le domaine socioéconomique et politique. Le sida réduit la capacité de gagner de l'argent des personnes touchées et accroît leurs coûts médicaux, poussant les familles et les ménages dans la pauvreté et créant ainsi le cercle vicieux de la dépravation et des problèmes de santé. Cette pandémie laisse derrière elle une génération d'orphelins dont nombre d'entre eux doivent être élevés par d'autres membres de famille ou sont condamnés à s'en sortir seuls.

Outre les conséquences tragiques de cette pandémie pour les personnes et leurs familles, le VIH/sida demeure un poids pour les pays touchés ; elle entrave largement les efforts que les gouvernements déploient pour améliorer la situation sanitaire des pays et parvenir au développement

économique durable, en particulier en détournant des ressources déjà limitées d'autres domaines de développement prioritaires.

Le VIH/sida réduit également l'offre de main-d'œuvre et le niveau de productivité, ce qui en retour a un impact négatif sur la croissance économique. Ceci est nul part plus patent que dans le domaine de l'éducation où la maladie fait chuter actuellement le nombre d'enseignants ayant reçu une formation et réduit les espoirs de réaliser le deuxième Objectif des OMD, à savoir un enseignement primaire pour tous d'ici 2015.

Les jeunes Africaines sont les plus vulnérables au VIH/sida

Les jeunes africains sont plus vulnérables à l'infection du VIH que les adultes et les jeunes femmes le sont encore plus. En ce qui concerne la vulnérabilité des jeunes femmes, les chiffres sont alarmants - les jeunes filles âgées de 15 à 24 ans en Afrique subsaharienne ont deux fois et demi plus de chance d'être infectées que les hommes du même groupe d'âge. Dans certaines zones, jusqu'à six fois plus de femmes sont affectées dans la tranche d'âge 15-24 ans.⁶

La vulnérabilité des jeunes africains à l'infection du VIH résulte des aspects physiques et sociaux de leur vie. La vulnérabilité physique est due aux effets destructeurs de la malnutrition et de maladies comme la bilharziose. Un système immunitaire affaibli, particulièrement chez les adolescents au cours de leur croissance accroît sensiblement la probabilité qu'ils soient infectés.

La prévalence du VIH peut également être attribuée à un certain nombre de facteurs socioéconomiques comme la pauvreté, les inégalités, l'exclusion sociale, une mauvaise éducation et l'absence d'information, le manque d'accès aux services de la santé et les attitudes sociétales. Les jeunes filles sont particulièrement vulnérables à cause de la migration, des mauvaises conditions de vie dans les établissements humains informels, de l'isolement et des tendances à l'exploitation et aux abus sexuels.

Besoin d'interventions ciblées

La méthode conventionnelle de lutte contre le VIH/sida est axée sur le changement des comportements des personnes dans le but de réduire les taux d'infection par le VIH. Les jeunes ont été la cible de telles campagnes par le biais des médias, des centres de jeunes et de l'apprentissage mutuel. L'initiative la plus connue qui utilise cette approche est la campagne ABC (abstinence, fidélité et utilisation de préservatifs).

Toutefois, les initiatives ABC ne peuvent modifier l'environnement physique et social qui crée les conditions d'un taux élevé d'infection. Le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur les jeunes femmes en Afrique australe en reconnaît les limites et préconise des mesures plus larges qui ont également pour but, entre autres, de créer des endroits sûrs pour les jeunes femmes.⁷

⁶ voir Mabala (2006) et WHO-AFRO (2003)

⁷ Nations Unies (2004).

Les jeunes en tant que partenaires clefs

La jeunesse africaine et ses organisations sont déjà en première ligne dans la lutte contre le VIH/sida en tentant d'accroître la sensibilisation et de développer des compétences, et aussi d'aider les autres comme les orphelins. À cet égard, les centres de jeunes et l'éducation par les pairs se sont avérés être l'une des initiatives les plus efficaces entreprises par la jeunesse africaine (voir l'encadré 5).

Cadre 5 – Clubs de jeunes antisida en Éthiopie

Avec le soutien de l'Unicef, les clubs des jeunes ont fleuri en Éthiopie dans le but de lutter contre la stigmatisation, la discrimination et l'ignorance en ce qui concerne le VIH/sida dans le pays. Il y en a désormais plus de 230 dans la seule région somalienne en Éthiopie où la stigmatisation de la maladie et les attitudes sociétales font qu'il est particulièrement difficile de faire passer le message. Dans cette région, l'utilisation des préservatifs ne dépasserait pas 0.5% et la mutilation des organes génitaux des femmes, qui est un facteur majeur dans la transmission du VIH, est presque universelle. Les clubs de jeunes ont connu plus de succès que les interventions du gouvernement parce que les jeunes peuvent plus facilement influencer leurs égaux, en utilisant les médias appropriés pour les atteindre. Une observation d'un des membres du club à propos de la musique écrite pour cette occasion le confirme: "Les jeunes ne s'arrêtent pas dans la rue pour lire une affiche qu'ils ne comprennent pas. Mais ils écoutent la musique et les paroles". Les chansons écrites traitent de thèmes comme la prévention, la stigmatisation et l'amitié. D'autres clubs utilisent la poésie et le théâtre pour faire passer le message chez les jeunes. En dehors de la sensibilisation accrue au VIH/sida, ces clubs donnent également aux jeunes gens le sens de la responsabilité et la fierté dans des régions où les possibilités d'emploi sont rares.

Source: UNICEF Ethiopia HIV/AIDS feature

L'une des limites de l'apprentissage mutuel dans le domaine de la prévention du VIH/sida est que, le plus souvent, il n'atteint pas les jeunes femmes qui sont les plus vulnérables. Pour remédier à cette situation, les gouvernements, les partenaires et les associations de jeunes devraient envisager des mesures ciblées qui visent les jeunes femmes vulnérables. De plus, il faudrait aussi traiter les causes de leur vulnérabilité de sorte que certains des facteurs contribuant à cette vulnérabilité soient combattus, y compris le danger de l'exploitation et des abus sexuels.

S'il est impératif de se concentrer sur le problème du VIH/sida dans de nombreux pays africains, il faut déployer des efforts communs pour améliorer la situation sanitaire des jeunes africains, y compris améliorer les conditions d'accès à l'hygiène, à l'eau potable, accroître les niveaux nutritionnels et étendre les programmes de prévention de la santé. Élargir la portée des services sanitaires peut contribuer à réduire la stigmatisation et la réticence des jeunes à utiliser ces services.

Dans toutes les initiatives, la participation entière des jeunes dans le développement et la promotion des politiques et programmes relatifs à la santé devraient être encouragés, en vue de leur permettre de devenir des agents du changement dans leur communauté. Surtout, la coopération internationale continue et l'effort global collectif sont nécessaires pour maîtriser la prolifération de la pandémie du VIH/sida et d'autres problèmes de santé qui affectent les jeunes personnes en Afrique.

Questions à débattre

1. Dans quelle mesure les jeunes peuvent-ils être associés et agir comme des leaders dans la conception et la mise en oeuvre des programmes de santé qui les touchent directement?
2. Pourquoi une attention particulière n'est-elle pas portée aux jeunes Africains en ce qui concerne les politiques sur le sida, particulièrement en termes de budgétisation et de programmation ?
3. Quelles sont les meilleures approches pour atteindre les jeunes femmes vulnérables?
4. Comment est-ce que les gouvernements, les partenaires internationaux et les jeunes peuvent-ils collaborer aux initiatives relatives à la santé ?

Thème 6 – Le rôle des jeunes dans la protection de l'environnement et la promotion de moyens de subsistance durables

Compte tenu des risques environnementaux et des déchets que le monde produit aujourd'hui, 'il est impératif que les jeunes assument un rôle de dirigeants pour la protection de l'environnement et la promotion de conditions de vie durables.'⁸

L'Afrique fait face à un certain nombre de risques et de dangers liés à l'environnement, qui affectent de façon disproportionnée les jeunes, non seulement parce qu'ils entraînent la détérioration des conditions physiques à la fois des habitants des zones rurales et urbaines, mais aussi parce que l'érosion, la pollution sous toutes ses formes, la diminution de la biodiversité, la surexploitation des ressources naturelles telles que l'eau et les forêts, et la désertification, entre autres, compromettent gravement le développement économique et la prospérité.

Déjà, la taille des forêts africaines a considérablement diminué, au cours du siècle passé, à cause des activités humaines qui ont contribué à la désertification et à la rareté de l'eau. Dans plusieurs pays du continent, l'accès à l'eau potable risque de devenir très bientôt une source de conflit.

De plus, le taux d'urbanisation en Afrique pose un problème environnemental pour la gestion des déchets, l'accès à l'eau et à des installations sanitaires. Alors que l'on estime que

⁸ Agenda 21, Chapter 25.

seulement un tiers de la totalité des déchets municipaux sur le continent sont éliminés par des procédés conformes, la quantité des déchets générés dans les villes africaines dépasse de loin la capacité de la majorité des municipalités.

Déjà en proie aux difficultés économiques, les jeunes devraient prendre en main la situation de l'environnement en devenant des participants à part entière dans la société.

Les jeunes personnes sont-elles suffisamment engagées?

La voix de la jeunesse est un actif incontestable pour la conservation et la gestion de l'environnement. Certaines organisations gouvernementales et non gouvernementales en Afrique se sont engagées à promouvoir le rôle et la participation active des jeunes dans la protection de l'environnement et la promotion du développement durable.

Les initiatives sont notamment la participation des jeunes dans les organes consultatifs dans le cadre du chapitre 25 de l'agenda 21, adopté en 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) et le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) tenu à Johannesburg en 2002.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a également reconnu l'importance d'un environnement sain et productif et le rôle que les jeunes africains peuvent jouer au sein de ce programme.

Mais l'engagement ne signifie pas toujours passer à l'action. Par exemple, même si plusieurs pays africains sont signataires de diverses conventions des Nations Unies, beaucoup n'ont pas encore procédé à leur mise en œuvre. Et même dans le cas où ces conventions ont été adoptées et mises en œuvre, l'implication des jeunes a été minimale.

Les jeunes assumant un rôle de dirigeant

La meilleure perspective pour l'environnement en Afrique est de motiver les jeunes. La participation de ces derniers à la prise de décisions aux niveaux local, régional et national est nécessaire pour la mise en œuvre des politiques de développement durable.

Plusieurs organisations de jeunes jouent déjà un rôle de poids dans la protection de l'environnement. Par exemple, en janvier 1993, Environnement JEUnesse (ENJEU ou environment-Youth), un réseau de jeunes environnementalistes du Québec, ont pris l'initiative de créer un réseau francophone d'organisations de jeunes pour le développement et l'environnement. L'aspect essentiel du plan d'action d'ENJEU est de mobiliser et d'encourager les jeunes à se rassembler au niveau des régions où le français est largement dominant, y compris en Afrique.

Certaines organisations de jeunes en Afrique telles que Tensing, Internationally Committed Youth (ICY), YMCA/YWCA pour l'Afrique, l'Organisation pour la gestion des ressources internationales et les Amis des clubs de la Terre ont organisé des campagnes sur l'éducation, le reboisement, et des exercices de gestion des déchets dans leur communauté respective, spécialement lors de la commémoration de la Journée mondiale de l'environnement.

Parmi les autres bonnes pratiques illustrant l'implication des jeunes, on notera: "For the Love of Water" au Botswana, "Uniting Youth across Northern Africa", "Students on the Move" en Ouganda, "Painting Ghana Green" et "Ecological Youth of Angola" (voir l'encadré 6), entre autres.⁹

Pour accroître systématiquement la prise de conscience, les gouvernements doivent intégrer les questions environnementales dans les cursus scolaires et les programmes de formation destinés aux enseignants. Il faut apprendre aux jeunes qui sont scolarisés, aux communautés et aux organisations les façons de vivre durables comme le recyclage et l'utilisation durable des technologies respectueuses de l'environnement. Ceci peut s'illustrer par les efforts que déploient l'Education Association de l'Afrique australe et les amis des Clubs de la Terre dans la région.

Cadre 6 – Faire que la différence soit « verte » en Angola

Juventude Ecológica Angolana (JEA) est une ONG angolaise à but non lucratif qui a été créée en 1991 et dont l'objectif premier est de promouvoir la conservation de l'environnement et le développement durable grâce à la participation des jeunes à l'éducation en matière d'environnement et à des processus et activités d'apprentissage dynamiques. JEA compte actuellement 5 000 volontaires dans le domaine de la conservation et éducateurs sur la question de l'environnement basés dans huit des 18 provinces que compte l'Angola. Ces jeunes volontaires s'occupent de différents problèmes liés à l'environnement dans le pays : l'hygiène, la perte de biodiversité, l'érosion des sols, la désertification et les déchets urbains solides. Cette organisation a mis sur pied des programmes et des projets tels que l'initiative Communication, Education and Public Awareness (CEPA), le renforcement des capacités, la gestion d'une base des données, des campagnes de nettoyage et de recyclage des déchets et le reboisement. En juin 2002, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a reconnu la contribution de cette organisation en lui remettant le Global 500 Youth Environmental Award du PNUE.

Source: PNUE (2005)

Des moyens de subsistance durables liés à l'environnement sont importants

Promouvoir l'environnement et des moyens de subsistance durables a un certain nombre d'avantages indirects mais néanmoins importants pour les pays africains. Par exemple, il existe un double avantage résultant du développement de technologies durables dans le domaine des énergies renouvelables. Elles permettent de réduire les émissions de gaz à effets de serre, tout en générant par ailleurs de l'emploi pour les jeunes vulnérables (voir l'encadré 7).

⁹ PNUE (2005).

Encadré 7 – Création d’emplois sous le soleil

Le Projet communautaire des jeunes du Kibera (KCYP) produit des panneaux solaires dans un petit atelier au milieu du Kibera, le plus grand établissement humain informel du Kenya. Utilisant les capacités et les équipements apportés par un volontaire britannique, les jeunes participant à ce projet sont associés à tous les stades de la production. Les panneaux solaires sont utilisés pour les radios, le rechargement des téléphones mobiles et des piles, autant de services très demandés dans une région où la fourniture d’électricité est irrégulière dans le meilleur des cas.

Plusieurs jeunes participant à ce projet n’avaient jamais travaillé et habitent souvent au sein de ménages où personnes n’a d’emploi. Ce projet leur offre l’opportunité de générer des revenus, alors que parallèlement cette technologie simple permet d’améliorer la vie des personnes de façon durable. Fred Ouko, le coordonnateur du KCYP, a expliqué : “Ce que je souhaite, c’est une véritable autonomisation et de véritables bénéfices pour tous”.

Source : www.kcyp.kabissa.org

En vue de stimuler davantage de telles synergies, les gouvernements, en collaboration avec les organisations de jeunes, devraient lancer des programmes qui cherchent à promouvoir la participation des jeunes africains dans la reforestation, la lutte contre la désertification, la gestion des déchets, le recyclage et d’autres pratiques environnementales. La participation des jeunes dans de tels programmes offrirait une formation et encouragerait la prise de conscience et l’action, tout en générant également des activités créatrices de revenus et des possibilités d’emplois.

Questions à débattre:

1. Quel est l’avenir des jeunes dans le développement durable? Comment les jeunes africains peuvent-ils jouer un rôle de leadership dans ce domaine?
2. Comment les jeunes ont-ils été associés à la mise en œuvre du Plan d’action de Johannesburg ?
3. Quels sont les bonnes pratiques et les enseignements que les jeunes ont tirés dans le domaine de la gestion des ressources ?
4. Comment les gouvernements peuvent-ils collaborer avec les jeunes pour promouvoir des moyens de subsistance durables et des emplois décents?

Thème 7 – Participation des jeunes à la prise de décisions économiques

Les jeunes en Afrique font face à des problèmes spécifiques dans les domaines de l’éducation, de l’emploi, de la migration, de l’entrepreneuriat, des TIC, de la santé et de moyens de subsistances durables et écologiques. Pour traiter ces questions, les gouvernements africains doivent donner la priorité aux jeunes dans l’élaboration des politiques, ou alors abandonner toute chance de réaliser leurs objectifs de développement.

Jusqu'à très récemment, les experts dans le domaine de l'élaboration des politiques ont rarement intégré les jeunes dans les processus de prise de décisions et ne les ont pas non plus consultés à propos des problèmes qui les préoccupent. Les comportements culturels ont toujours été un blocage majeur à l'établissement d'un dialogue intergénérationnel, pas seulement en Afrique mais également dans le monde. Traditionnellement, la sagesse était considérée comme venant avec les années, et par conséquent, les dirigeants adultes et les décideurs ont pris sur eux de prendre des décisions au nom des jeunes. Mais cette méthode a abouti à l'élaboration de politiques inappropriées qui n'ont pas répondu aux attentes des jeunes. Ayant incidemment prouvé qu'ils étaient capables d'assumer un rôle de dirigeant dans le domaine du développement économique, d'être les acteurs du changement, il faut désormais que ce comportement traditionnel change rapidement.

Justifier la participation des jeunes

L'observateur aura l'impression que, le fait d'inclure les jeunes dans l'élaboration des politiques est contraignant. Néanmoins, il a été nécessaire de démontrer pourquoi les processus de prise de décisions économiques ne devraient exclure personne et devraient être axés sur les jeunes. Par exemple, le rapport du FNUAP *"The Case of Investing in Young People as part of Poverty Reduction Strategy"* présente plusieurs arguments:

1. Distribution équitable des ressources – Les jeunes pauvres constituent une forte proportion de la population et des pauvres;
2. Réalisation des OMD – Cinq objectifs se réfèrent essentiellement aux jeunes en termes d'accès à l'éducation, d'équité d'accès entre hommes et femmes à l'éducation, d'amélioration de la santé maternelle, de lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies, et de développement des possibilités d'emploi pour les jeunes;
3. Avantages économiques – En investissant dans l'éducation et la santé, les gouvernements peuvent accroître la productivité et la croissance économique;
4. La pauvreté chez les jeunes nécessite une attention particulière – Les jeunes connaissent des problèmes particuliers qui les exposent davantage à la pauvreté, au chômage etc.;
5. Avantages à long terme – Grâce à l'investissement dans les jeunes, il est possible de faire la transition démographique en abaissant la croissance de la population ; et en améliorant la situation des jeunes, les pays peuvent diminuer les probabilités qu'ils deviennent plus tard associés à la criminalité ou à des conflits civils.

La participation des jeunes aux grandes stratégies de développement – DSRP, OMD et NEPAD

De nouvelles initiatives dominent aujourd'hui l'agenda du développement sur le continent africain, notamment les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), le besoin de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Ces approches s'écartent de celles du passé, l'accent étant placé davantage sur les politiques en faveur des pauvres, les processus consultatifs et participatifs et

l'appropriation par les pays. Bien que les jeunes aient une place importante dans les documents, leur participation à ces initiatives est restée habituellement limitée.

Par exemple, dans une étude de 31 DSRP achevés, plus de la moitié mentionne que les jeunes étaient consultés en tant que groupe dans le cadre du processus DSRP. Toutefois, les initiatives qui ciblent les jeunes sont inadéquates du point de vue de leur importance et de leur impact.¹⁰ Il est encourageant de voir que les DSRP plus récents accorderont vraisemblablement de place aux jeunes. En termes d'emploi des jeunes, une autre analyse des DSRP a constaté que, sur 21 DSRP africains, 11 seulement avaient au moins une section principale qui analyse cette question.¹¹

De toute évidence, les gouvernements pourraient faire beaucoup plus pour améliorer la participation des jeunes au processus SRP, particulièrement dans le cadre de la prochaine génération de stratégies. Une initiative novatrice qui combine les efforts des Nations Unies et des organisations de jeunes en vue de réaliser cet objectif est illustrée dans l'encadré 1.

Encadré 8 – S'attaquer ensemble à la pauvreté – Le rôle des jeunes dans la lutte pour la réduction de la pauvreté

Le Projet intitulé "Tackling Poverty Together Project" (TPT) (s'attaquer ensemble à la pauvreté) a pour objectif de renforcer le rôle des jeunes africains dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Le projet a été élaboré dans le cadre du Programme sur les jeunes du Département des affaires sociales et économiques des Nations Unies, en collaboration avec le Conseil national des Organisations de jeunes suédoises (LSU). D'autres institutions des Nations Unies et la Commission économique pour l'Afrique apportent un soutien technique à ce projet. Le projet TPT a rassemblé des équipes des jeunes de six pays africains: Ghana, Kenya, Malawi, Tanzanie, Ouganda et Zambie ainsi qu'une équipe de jeunes suédois. Grâce à des ateliers et au soutien en cours, ces équipes ont élaboré des stratégies et des plans d'action comportant des étapes concrètes permettant de faire participer davantage de jeunes aux efforts de réduction de la pauvreté dans leur pays respectif.

Source: www.un.org/esa/socdev/unyin/TPT

Les jeunes ont également été étroitement associés à l'agenda des OMD, à preuve leur participation et leur proposition d'idées dans diverses instances internationales, notamment les sommets mondiaux des jeunes. En 2005 par exemple, un groupe international de jeunes leaders représentant diverses ONG, y compris des représentants africains ont préparé un rapport intitulé "Youth and the Millenium Development Goals (MDG): Challenges and Opportunites for Implementation".¹² Ce rapport explique comment les jeunes peuvent être intégrés et responsabilisés dans le cadre des stratégies visant à la réalisation des OMD. L'objectif est que le rapport puisse être utilisé comme instrument de persuasion et servir de guide à des actions programmées, mais en fin de compte, c'est également un appel à tous les États membres, aux institutions spécialisées des Nations Unies et à la société civile en vue de créer des mécanismes pour les jeunes, leur permettant de participer à la mise en oeuvre des OMD et de tirer parti du travail et des activités que les jeunes dirigent.

¹⁰ Voir FNUAP (2005).

¹¹ CEA (2005b)

¹² voir www.un.org/esa/socdev/unyin/mdgs.htm

En 2005, le Sommet du NEPAD sur les jeunes a été organisé en vue de lancer un mouvement social élargi, afin de promouvoir la participation des jeunes dans la mise en oeuvre et le suivi du NEPAD au niveau des pays. La création du Programme de la jeunesse e-Africa du NEPAD est une autre initiative qui a pour but d'encourager la participation des jeunes à la mise oeuvre du NEPAD. Cette initiative cherche à créer un cadre et à les encourager à mieux faire connaître les questions liées à la société de l'information et à jouer un rôle actif dans la construction d'une société de l'information ouverte à tous dans leurs pays.

Questions à débattre:

1. Quel est le moyen le plus efficace dans le but de promouvoir la participation des jeunes dans la prise de décisions économiques, y compris le processus DSRP et l'agenda des OMD ? Quelles sont les bonnes pratiques et les enseignements tirés?
2. Comment les jeunes peuvent-ils participer à des initiatives panafricaines comme le NEPAD?
3. Comment les partenaires internationaux peuvent-ils soutenir la participation des jeunes en Afrique?

LA VOIE À SUIVRE

Les jeunes en Afrique ont un potentiel énorme qui pourrait être exploité pour promouvoir le développement économique sur le continent. Les gouvernements africains et les partenaires internationaux ont donc besoin d'axer les initiatives de politique d'initiatives et de mobiliser les ressources dans le but d'améliorer le rôle de dirigeant des jeunes africains.

La réussite de telles interventions dépend de la participation des jeunes à toutes les étapes du processus d'élaboration des politiques publiques, que ce soit la conception des politiques économiques ou leur application et ensuite leur suivi et leur évaluation. Les jeunes en particulier ont besoin d'être parties à l'agenda actuel du développement, que ce soit pour les stratégies de la réduction de la pauvreté, la réalisation des OMD ou la mise en oeuvre des objectifs du NEPAD.

Les jeunes ont besoin d'opportunités pour entreprendre leurs activités. Par ailleurs, les gouvernements et les partenaires internationaux peuvent offrir un soutien financier et technique aux jeunes, afin qu'ils exploitent leur potentiel en tant qu'acteurs du changement.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire que les gouvernements et les partenaires de développement mettent en place des mesures concrètes et réalisables, et notamment:

- Renforcer les capacités des clubs de jeunes, des associations et organisations aux niveaux national et des communautés;

- Promouvoir l'interaction entre décideurs économiques, partenaires internationaux et jeunes pour connaître leurs problèmes et leurs expériences;
- Organiser des consultations sur une base régulière avec les organisations de jeunes pour obtenir leur contribution au processus de développement; et
- Promouvoir le leadership des jeunes aux niveaux local, national, sous-régional et international par le biais de réunions régulières avec les communautés et les autorités nationales.

Références

1. Du Toit, R. (2003) “Unemployed youth in South Africa: the distressed generation?” Document présenté au Minnesota International Counseling Institute, 27 juillet-1er août 2003.
2. Kanyenze G., Mhone G., and T. Sparreboom (2000) “Strategies to Combat Youth Unemployment and Marginalisation in Anglophone Africa,” *ILO/SAMAT Discussion Paper*, No.14.
3. Mabala, R. (2006) “From HIV prevention to HIV protection: addressing the vulnerability of girls and young women in urban areas,” *Environment and Urbanization*, Vol. 18(2).
4. Sarr, M. (2000) “Youth employment in Africa: the Senegalese experience,” *Background Paper No.3*, Réunion ONU-OIT-Banque mondiale sur l’emploi des jeunes, New York, 25 août 2000.
5. United Nations (2004) *Report of the United Nations Secretary-General’s Task Force on Women, Girls and HIV/AIDS in Southern Africa: Facing the Future Together*, Nations Unies, New York.
6. Commission économique pour l’Afrique (CEA) (2002) “Relever le défi posé par le chômage et la pauvreté en Afrique », document présenté au Sommet sur l’emploi des jeunes, Alexandrie, (Égypte), Septembre.
7. CEA (2005a), « Les Objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique: Progrès accomplis et défis à relever », CEA, Addis-Abeba.
8. CEA (2005b), Rapport économique sur l’Afrique 2005 – *Relever le défi posé par le chômage et la pauvreté en Afrique*, CEA, Addis-Abeba.
9. Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE) (2005), *Africa Environment Outlook for Youth: Our Region – Our Life*, PNUE, Nairobi.
10. Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) (2005), *The Case of Investing in Young People as part of Poverty Reduction Strategy*, FNUAP, New York.
11. Organisation mondiale de la santé (OMS)-AFRO (2003) *HIV/AIDS Epidemiological Surveillance Update for the WHO African Region 2002*, Bureau régional de l’OMS pour l’Afrique, Harare.